

L'école, la démocratie et le régime militaire

Les partis politiques sont les tribus des temps modernes
Kadhafi

Un constat amer

Sous la présidence de Mahamadou Issoufou (2011-2021), deux réformes importantes ont modifié le paysage de l'école primaire : la suppression des examens du Certificat de fin d'études du premier degré (CFEPD) et la rénovation du programme des enseignements.

En 2012, l'examen du CFEPD est remplacé par trois évaluations, à chaque fin de trimestre. L'examen du CFEPD était organisé sous l'égide de l'inspection qui en définissait le contenu, dans une salle dédiée, avec un comité de correcteurs. Les évaluations trimestrielles ont lieu dans chaque école, avec un comité de correcteurs de l'établissement et un contenu partiellement donné par l'école et partiellement par l'inspection. Vers 2017, trois matières sont ajoutées à ces évaluations : la lecture, l'éducation physique et sportive, les activités socioculturelles. Si l'on peut admettre, au niveau primaire, de valoriser les notes d'éducation physique, il est plus difficile d'accepter les deux autres notes. Il devrait aller de soi qu'après six ans d'école les élèves sachent lire. Quant à la pompeuse dénomination d'activités socioculturelles, dans la réalité, elle se limite à la récitation d'un poème ou à un chant, laissé au choix de l'élève.

En 2013, le programme de l'éducation primaire est rénové. Des leçons sont transférées d'un niveau à un autre, en prenant en compte la difficulté d'apprentissage relative à l'âge des enfants ; ceci est une bonne chose. On peut déplorer, en mathématiques, la suppression de leçons qui concrétisent les apprentissages (jeu de tiges, jeu de couleurs). En géographie et en histoire, nombre de leçons importantes sont supprimées, réduisant le programme à peau de chagrin. Savoir que l'Afrique est un continent, que Le Niger a des zones climatiques différentes qui permettent des activités agricoles en conséquence, que l'Afrique de l'Ouest a une histoire, avec des empires, des conquêtes, la pénétration de l'Islam, relèvent d'une culture générale élémentaire. Enfin, il faut relever que beaucoup d'enseignants se sont plaints de ne pas avoir reçu une formation suffisante pour ce programme rénové.

Certes, on peut considérer que la moyenne de trois évaluations est plus crédible que le résultat d'un seul examen. Mais c'est sans compter les dysfonctionnements dans certaines écoles. Ainsi, dès les premières nouvelles évaluations, on a vu fleurir des écoles qui présentent des taux de réussite bien plus élevés que lors des examens du CFEPD. Une étude de 2017, du Projet d'appui à une éducation de qualité, a examiné le nouveau système d'évaluations suite à la suppression du CFEPD : le 77 à 90 % de tous les acteurs (parents, enseignants, etc.) ne sont pas favorables à la réforme et 80 % des encadreurs relèvent le peu d'objectivité des résultats des évaluations de fin de trimestre. Désormais, l'entrée au collège est chose facile et les classes de 6^{ème} sont envahies d'élèves, qu'une bonne partie d'entre eux devront quitter en fin d'année, faute de moyenne suffisante : jusqu'à 43 % en 2023.

Une autre étude du PASEC¹, en 2019, évalue que 70 % des élèves de la dernière année du primaire présente des difficultés en lecture et 77 % en mathématiques. L'évaluation du niveau des enseignants contractuels² montre que seul un tiers d'entre eux a un niveau acceptable. Un enseignant relève, lors d'une émission du Studio Kalangou destinée à l'école³, que le

¹ PASEC, programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFENEM (Conférence des ministres de l'éducation des pays africains francophones et malgache).

² Les contractuels sont des enseignants non fonctionnaires et représentent le 80 % des enseignants.

³ Emission du 14 février 2022

système scolaire donnait satisfaction pendant 50 ans, entre 1960 et 2010. Depuis, il est devenu contre performant, affirme-t-il. Il déplore encore qu'on ne consulte pas les enseignants, qui sont pourtant en première ligne. Ce sont des encadreurs éloignés des réalités quotidiennes de l'école qui décident des mesures à prendre

Point d'appui est à même de constater cet effritement du niveau scolaire. En 2011, le premier cours de vacances Appui lecture a vu le jour. Il est destiné aux élèves des écoles primaires du secteur public qui n'ont pas un niveau suffisant en lecture et en calcul. On y reprend les bases de ces matières. Année après année, les enseignants du cours font état d'une diminution constante du niveau des élèves, que les tests que nous faisons passer en début de cours confirment.

Ce n'est que cette année, pour la première fois, et pas dans toutes les classes, que des enseignants ont signalé un niveau resté comparable à celui de l'an dernier. Lors du recrutement des classes de 2^{ème} chance de Point d'appui, nous admettons des anciens élèves de l'école publique. Une large majorité d'entre eux, une fois testés, ne peuvent entrer qu'en première année, même s'ils sont issus de la dernière année d'école. Ce n'était pas le cas au début de nos activités, en 2008.

Enfin, il faut rapporter cette délicieuse anecdote. Lors d'un cours de vacances Appui lecture, nous avons admis une fille qui avait réussi les évaluations de fin de primaire dans une école publique. Elle allait entrer au collège, mais lisait très mal. Elle avait conscience qu'une lecture courante était une nécessité pour suivre les cours au collège. Plus clairvoyante que ses encadreurs !

Le Certificat d'études primaires, un nouvel espoir.

La ministre actuelle de l'éducation nationale, qui appartient au régime militaire qui dirige le Niger depuis le coup d'état du 26 juillet 2023, a mandaté un Comité technique chargé d'examiner le bien-fondé de la restauration du CFEPD. Celui-ci a conclu en faveur de cette restauration, après avoir pris en compte, entre autre, des éléments défavorables des rapports cités ci-dessus. C'est ainsi qu'en juillet 2024, les élèves de fin de cycle primaire ont retrouvé le chemin des anciens examens.

Le contenu de ces épreuves a été donné par les inspections, les matières qui avaient été ajoutées ont été supprimées (EPS, activités socioculturelles et lecture), les épreuves ont eu lieu dans des salles spécifiques et ont été corrigées par un comité ad hoc. A Agadez, les directeurs des écoles ont pris des mesures afin de relever le niveau de leurs élèves en organisant de nombreuses révisions. Le certificat obtenu s'appelle désormais Certificat de l'enseignement primaire (CEP).

Du pain sur la planche, mais à cœur vaillant rien d'impossible.

Avant 2011, des dysfonctionnements existaient déjà. Depuis les années nonante, la volonté d'augmenter fortement le taux de scolarisation et les diktats du FMI de maintenir un budget stable dans l'éducation ont altéré la qualité de l'école : classes surchargées, enseignants peu formés, matériel insuffisant, etc. La corruption sévissait déjà : on a vu, par exemple, à l'époque de l'ancien CFEPD, des directeurs d'école, notamment dans le privé, acheter les épreuves des examens et préparer leurs élèves en conséquence. En fin d'année scolaire, le critère pour passer au niveau supérieur n'est pas seulement la note : l'addition des redoublements et des exclusions ne doit pas dépasser le 15 % de l'effectif de la classe.

Le régime démocratique a favorisé le clientélisme. Les partis au pouvoir exercent une large influence, dans certains corps comme l'armée et la police, mais aussi dans les institutions, telle que l'école. Ainsi, je me rappelle ce directeur régional, qui se désespérait de ne pouvoir refuser l'affectation d'aucune enseignante femme de militaire, sans encourir les foudres de sa

hiérarchie. L'inspecteur d'Agadez, qui avait refusé de se plier aux demandes de complaisance, a été muté dans une inspection du désert.

Bien des directeurs d'écoles déploraient que leurs rapports concernant des enseignants incompetents ou absentéistes restent lettre morte. Ce népotisme a découragé bien des enseignants et le laxisme s'est largement installé. Ce marasme s'est prolongé sur de longues années et a gangréné le système : des enseignants, des encadreurs mêmes, anciens élèves de ce pauvre système, ont donc également un pauvre bagage.

Bien heureusement, à côté de cela, on trouve, à tous les échelons et à toutes les époques, des personnes vaillantes et persévérantes qui sont restés à pied d'œuvre pour former, encadrer, améliorer.

Ils sont nombreux les Nigériens qui pensent que seul un régime autoritaire peut venir à bout des dysfonctionnements. Des signes sont encourageants sous le nouveau régime actuel. La ministre de l'éducation nationale entend voir ses directives suivies à la lettre. Ses efforts pour remettre l'école sur les rails sont patents. A Agadez, l'inspecteur relégué dans le désert a retrouvé son poste. Au niveau national, l'initiative du nouveau CEP est à saluer. Une commission chargée de la révision des programmes, depuis le jardin d'enfants jusqu'à l'université, présidée par le premier ministre, a vu le jour. Souhaitons que les écueils anciens puissent être évités et que l'expérience des gens du terrain soit prise en compte.

Les défis sont majeurs. En plus d'améliorer la qualité, il faut trouver une solution à la quantité, vu la très forte croissance démographique, qui implique la mise en œuvre de moyens considérables. On assiste à une pléthore d'enfants dans les classes en zone urbaine. Selon le Conseil norvégien pour les réfugiés, en 1973, 11 % des enfants en âge de scolarité vont à l'école. Ils sont 66 % en 2017 et retombent à 58 % en 2023.

Ce recul est dû aux zones de conflits, dans le sud-est et l'ouest du pays. Des écoles doivent fermer, et, quand les élèves déplacés dans une autre région du pays peuvent retourner à l'école, ils présentent des difficultés d'apprentissage liés au vécu de la guerre. D'une façon générale, les enfants nigériens débutent leur vie avec un handicap. L'UNESCO⁴ estime que le 48 % des enfants nés au Niger aujourd'hui ont un retard de croissance lié à des conditions de vie défavorables (alimentation, hygiène, soins de santé, etc.).

Qu'importe la forme que le régime prenne au Niger, il faut que le pays soigne ses plaies et avance, que les enfants voient s'ouvrir un avenir propice devant eux.

Agadez, le 9 décembre 2024
Sylvine Vuilleumier

⁴ UNESCO, Niger : note de synthèse sur l'éducation, janvier 2024